

De l'anomie à l'islamisme : exacerbation des tensions sociales en Algérie

Saïd Belguidoum

► **To cite this version:**

Saïd Belguidoum. De l'anomie à l'islamisme : exacerbation des tensions sociales en Algérie. Publié dans Avis de Recherches - irm sud Revue de l'institut de recherches marxistes sud. 1994, pp.7-12. <halshs-01205331>

HAL Id: halshs-01205331

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01205331>

Submitted on 4 Oct 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De l'anomie à l'islamisme : exacerbation des tensions sociales en Algérie

Saïd Belguidoum¹

Depuis l'irruption du FIS sur la scène politique algérienne et ses succès éclatants lors des scrutins électoraux de juin 1990 et de décembre 1991, de nombreuses interrogations sur les raisons d'un tel phénomène et sur le devenir de l'Algérie sont posées.

En obtenant 54% des suffrages exprimés contre 28% au FLN lors des élections municipales, puis 47% contre 23% au premier tour des législatives, le FIS est sans conteste le parti qui a réussi à canaliser le vote d'une population qui aura condamné sans appel trente ans de pouvoir du FLN.

Les analyses les plus fréquemment faites pour rendre compte de la crise algérienne insistent sur sa nature économique ou bien privilégient son caractère identitaire et donc culturel. Il ne fait aucun doute que ces deux types de facteurs agissent avec force. Mais, à notre avis, construire une matrice d'analyse à partir des seuls problèmes économiques ou culturels n'est pas suffisant. C'est sous l'angle des contradictions sociales qui sont au cœur de la société algérienne qu'il faut comprendre la crise algérienne en interrogeant la nature sociale de l'islamisme et en identifiant les logiques qui ont concouru à son émergence et son succès.

Nous nous proposons d'ouvrir quelques pistes de réflexion sur ces questions en montrant que c'est dans l'exacerbation des contradictions d'un modèle de développement et des tensions sociales qui en découlent que les explications peuvent être trouvées.

Crise économique et/ou crise de société.

Il est en effet tentant d'établir une corrélation entre les difficultés économiques et l'émergence de l'islamisme. Certes, les contrecoups du choc pétrolier des années 1985 et le poids grandissant de la dette extérieure auront des effets immédiats. C'est à partir de cette période que l'État se désengage, tant dans le domaine des investissements que dans la prise en charge d'un certain nombre de services comme la construction des logements dont le déficit est chronique.

L'accroissement des difficultés économiques et sociales est néanmoins un phénomène réel et se ressent sur les niveaux de vie qui avaient considérablement augmenté depuis l'indépendance. En fait, la crise économique va servir d'accélérateur à des mutations dont la nature est d'abord politique. Avec la présidence de Chadli, une politique d'ouverture libérale commence.

Une lecture attentive des résultats électoraux montre que rester aux seules explications économiques est réducteur et simpliste, la nature de la crise est beaucoup plus profonde. Nous allons essayer, en nous appuyant sur des études de terrain, d'identifier les logiques de vote et de comprendre à quels types de phénomènes elles renvoient.²

¹ Sociologue, Aix Marseille Université, CNRS, IREMAM UMR 7310, 13094 Aix-en-Provence, France

² Il s'agit d'un travail de terrain réalisé entre 1989 et 1991 dans la wilaya de Sétif et du dépouillement systématiques des résultats électoraux, dont nous avons partiellement rendus compte dans "Citadins en attente de la ville", *Maghreb-Machrek*, n°143, janv. mars 1994.

Chômage et logiques de vote

Une des explications régulièrement avancée est que le FIS a su capitaliser le mécontentement des plus pauvres. Hypothèse que nous pouvons infirmer en croisant le taux de chômage par commune et par wilaya³ avec les résultats électoraux⁴. Il s'avère que le chômage, qui est un indicateur de la crise économique, a eu peu d'influence directe sur le comportement des électeurs. Ainsi, parmi les *wilayas* dont le taux de chômage est particulièrement élevé (supérieur à 27%) seule Relizane figure dans le groupe des *wilayas* où le FIS réalise ses meilleurs scores (70% au moins des voix). Bien au contraire, ce sont dans les wilayas à forte concentration d'emplois (Alger, Blida, Constantine) que le vote islamiste est le plus élevé (supérieur à 70%).

A un niveau communal les mêmes caractéristiques apparaissent. Dans la *wilaya* de Sétif, par exemple, les succès du FIS sont beaucoup plus significatifs dans les communes où le taux de chômage est inférieur ou égal à la moyenne régionale. Ses listes l'emportent dans 11 communes sur 15, alors que dans les communes où le chômage est élevé, il est battu une fois sur deux. Il en est de même dans les *wilayas* de Nord-Est, où c'est dans les trois communes les moins touchées par le chômage, que le FIS fait ses meilleurs résultats (Cherrad, 1991).

Communes riches et communes pauvres : une logique inversée ?

En étudiant le vote des communes en fonction de leur degré d'équipement, Cherrad constate que dans la wilaya du Nord-Est : "les communes ayant un degré élevé de développement, d'équipement, résultat d'une accumulation des capitaux, des techniques et des infrastructures" sont acquises au FIS, et les communes sous-développées et marginalisées reviennent au FLN."(Cherrad, 1991, p 21). En utilisant des critères comparables pour la *wilaya* de Sétif nous constatons que 35 des 47 (72%) des communes fortement et moyennant équipées lui reviennent, alors que le FLN obtient l'essentiel de ses victoires (9 sur 13) dans les communes sous-équipées.

En fait, ce sont dans les communes où les modes de vie et les structures sociales ont été profondément bouleversés, que les contestations sont les plus radicales. Un tel vote exprime bien une crise de société, de type anémique. C'est dans la ville, lieu des transformations sociales les plus intenses, que cette crise revêt un caractère aigu.

Le vote FIS : un phénomène urbain

Dans les localités rurales l'influence du FIS est moyenne, parfois marginale, alors que dans les villes sa suprématie est totale. Les deux scrutins, malgré quelques nuances, font apparaître les mêmes caractéristiques : un vote politique, de contestation, celui des villes et un vote marqué par les solidarités traditionnelles, celui des campagnes.

³ ONS, 1987, Situation de l'emploi, collections statistiques n°21

⁴ Pour les élections municipales, les résultats officiels par commune et par wilaya ont été publiés entre les 18 et 27 juin 1990 par le quotidien El Moudjahid. Pour les élections législatives, les résultats par circonscription ont été publiés dans le Journal Officiel de la République Algérienne, le 4 janvier 1992.

Ainsi le FIS, qui au niveau national remporte 54% des municipalités (720 sur 1353), prend le contrôle de 69% des communes appartenant à l'armature urbaine et 83% des communes de plus de 50 000 habitants.⁵

Au premier tour des législatives, 90% des 188 circonscriptions qu'il obtient, sont urbaines. Près de la moitié des circonscriptions urbaines lui sont donc acquises dès le premier tour et dans 36% des cas restants, il est en ballottage nettement favorable.

Plus l'agglomération est urbanisée et de grande taille, plus la victoire du FIS est importante. Ainsi, il conquiert les 15 villes (sur 16) de plus de 100.000 habitants et 88% des villes de plus de 50.000 habitants. Seules les villes de Kabylie et du Sahara lui échappent.

Sur l'ensemble du réseau urbain, il l'emporte dans 81% des agglomérations urbaines et 93% des agglomérations suburbaines (les banlieues des grandes métropoles régionales). Les pourcentages de voix qu'il obtient confirment ce net succès, puisqu'ils oscillent dans les grands centres urbains entre 60 et 80% des bulletins exprimés lors des municipales et entre 50 et 70% lors des législatives.

La ville, lieu des contestations radicales.

Ce sont dans les villes chefs-lieux de *wilaya*, quelles que soient leurs tailles, que le F.I.S réalisent ses meilleurs scores et que le F.L.N. subit ses défaites les plus lourdes. Sur les 48 villes chefs-lieux, le F.I.S en conquiert 40 (dont 29 à la majorité absolue du corps électoral), ne perdant que les chefs-lieux des *Wilaya* kabyles et du Sud. En fait, hormis ces régions, dont les spécificités historiques et culturelles les soumettent à des logiques différentes, le vote des chefs-lieux exprime plus que partout ailleurs l'ampleur de la contestation de l'État.

La ville chef-lieu, qui concentre une part importante des activités économiques mais surtout les instances décisionnelles et symboliques du pouvoir, est, plus que les autres agglomérations urbaines, le lieu réel et symbolique où se manifestent les conflits et les contestations sociales. Le vote F.I.S traduit bien l'exacerbation de tensions liées aux enjeux d'une recomposition sociale dont le champ urbain est le lieu.

Crise de société et exacerbation des tensions

Les mutations qu'a connues l'Algérie depuis son accession à l'indépendance ont entraîné une restructuration profonde des champs de la société. Avec l'élévation des niveaux de vie, ce sont aussi les référents « traditionnels », ceux appartenant à une société rurale aux fondements lignagers forts, qui ont été bouleversés sans que de nouveaux repères permettent à la société de se stabiliser. Cette situation d'anomie est le résultat du passage d'une période de croissance, elle-même fortement perturbatrice, à une remise en cause d'un modèle social d'intégration et de redistribution.

La situation économique est devenue inquiétante non pas parce que la société se paupérise, mais parce qu'elle remet en cause un mode de redistribution des richesses et les perspectives de progrès social.

⁵ Pour les communes urbaines, nous utilisons la classification faite par l'ONS à partir du RPGH de 1988 (ONS, collections statistiques n°4, 1987)

Une recomposition sociale inachevée

Alors que la décennie 1970 a été marquée par la création massive d'emploi, l'élévation substantielle des niveaux de vie, les promotions sociales parfois fulgurantes rendues possibles grâce aux politiques étatiques de développement, la décennie suivante sera celle des déceptions, des frustrations et du désarroi, touchant plus particulièrement les jeunes.

La fin des années 1980 correspond à de nouvelles formes de recomposition sociale. Aux difficultés de trouver un emploi, se greffe la dévalorisation d'un système scolaire qui fonctionne de moins en moins comme un instrument de la promotion sociale. Mais c'est autour de la question urbaine, caractérisée par la crise du logement qui prend des proportions de plus en plus alarmantes, que les tensions s'exacerbent. Les programmes de construction de logements sociaux, durant la décennie 1970, avait ouvert de nombreux espoirs, notamment pour les "citadins en attente de ville" que sont les populations des quartiers périurbains. Le désengagement brutal de l'État au profit d'une promotion immobilière privée sera vécu comme particulièrement injuste. Le modèle intégratif, qui a fonctionné jusque dans les années 1980, celui d'un État-providence et néo-patrimonialiste est remis en cause. Ce qui est vécu comme inacceptable.

Mais la crise ne frappe pas seulement les catégories populaires. Les couches moyennes, que, dans un premier temps, le régime de Chadli, à la recherche d'une base sociale, avait favorisées, voient leur ascension sociale brutalement stoppée. Par contre, les nouveaux riches affichent, eux, de manière ostentatoire leur réussite sociale. De nouvelles fractures sociales surgissent et la ville en est l'expression la plus manifeste.

Pourtant, même ces nouvelles élites sociales sont à la recherche de leurs marques. La bourgeoisie bureaucratique qui s'est développée dans et par l'appareil d'État subit l'attraction contradictoire des fractions marchande et industrielle de la bourgeoisie privée. Ces différentes formes de la bourgeoisie ne sont ni stables, ni suffisamment cristallisées, et avec cette période de reconversion de la bourgeoisie bureaucratique, les enjeux de pouvoir prennent l'allure d'un antagonisme violent.

Une crise politique et idéologique

30 ans de pouvoir auront usé le FLN, qui a construit sa légitimité à partir d'un discours nationaliste et populiste. L'abandon à partir des années 1980 de ses références populistes de gauche le coupera de sa base populaire et le recours à des références symboliques alternatives, l'arabo-islamisme, ne lui permettra pas de renouer avec cette assise. Au contraire, les effets seront doubles. D'une part le consensus, qui s'est construit autour de la nation algérienne, est remis en cause. Les populations berbérophones seront peu enclines à adhérer à un projet où l'arabité est présentée comme négatrice de l'identité berbère. D'autre part, les références à l'islam se feront dans le cadre d'une surenchère permanente, instituant le religieux comme l'élément central de la société.

L'incapacité à conduire un projet de modernité.

En fait, l'échec du FLN réside dans son incapacité à mener la société vers la modernité, limitant sa vision à une modernisation de l'économie sans l'accompagner d'une ouverture vers la citoyenneté.

Cet échec de la modernité c'est sur le plan de la citoyenneté qu'il est flagrant. Le verrouillage du système politique, empêchera la constitution de tout contre-pouvoir, hormis celui du religieux que l'État-FLN aura contribué à promouvoir. Très tôt le pouvoir a instrumentalisé la religion. La construction tous azimuts des mosquées, la bienveillance accordée aux associations religieuses, l'ouverture des médias aux prêches religieux, l'introduction dans les programmes scolaires d'un enseignement religieux remplaçant l'instruction civique, l'institution d'un code de la famille mettant la femme sous tutelle sont autant de mesures qui favoriseront l'islamisme.

Au niveau de la vie quotidienne, les institutions d'État (Administration, justice, police, mais aussi santé, école,...) ont eu des pratiques arbitraires et ségrégatives, antinomiques avec la relation anonyme et égalitaire qui doit lier l'État et le citoyen. L'ampleur du dysfonctionnement est telle, que tout service de l'institution passe par la mobilisation de réseaux à fondements familiaux et claniques. Les privilégiés, les passe-droits, sont ceux qui peuvent à tout moment être servis par l'État. Pour le reste de la population, la "*hogra*", expression désignant ce système de mépris, de vexation, d'exclusion que les institutions d'État exercent à l'égard de la population, est la règle.

De la captation à la capture

Le vote islamiste n'est pas un vote adhésion. Vote sanction, dans sa dimension morale, il a surtout les caractéristiques du vote protestataire. Il est l'expression des tensions générées par l'implosion d'un modèle intégratif et la déliquescence d'un État n'arrivant plus à satisfaire les aspirations des différents groupes sociaux.

Le fait qu'à deux reprises, en l'espace d'une année et demi, ce vote protestataire soit canalisé par le FIS n'est pas un hasard. Il est lié à son discours radical de rupture et son caractère religieux.

Les inégalités sociales et leur caractère ostentatoire, la rupture entre l'État et le citoyen, toutes ces nouvelles fractures sociales qui se sont instaurées et qui se sont cristallisées dans les villes sont propices à une critique radicale.

Les fortes perturbations au niveau des valeurs comme des modes de vie réclament une réponse morale que le discours islamiste proposera.

Ainsi, l'État, lieu par excellence du profane est entré dans un tel état de délabrement moral qu'un retour au sacré s'impose. Et ce processus est d'autant plus facile à opérer que le monopole idéologique longtemps exercé par le FLN a permis un quadrillage de l'espace symbolique, empêchant l'émergence d'une société civile et la diffusion d'un projet démocratique alternatif. Ce balisage du terrain, le FIS saura pleinement l'utiliser.

Peu importe que le FIS n'ait pas de véritable programme écrit. Son rapport à la population, entièrement médiatisé par l'oralité et le réseau des mosquées, permet précisément de séduire ses différents publics.

Mais son caractère interclassiste, s'il lui a permis de faire le plein des voix, rendra difficile un véritable projet de gouvernement apportant des réponses cohérentes aux différents groupes sociaux. Les ouvriers et les employés entassés dans les quartiers périurbains des villes comme les couches moyennes frustrées d'une ascension sociale interrompue, ou encore les jeunes et leurs aspirations diverses, tous ceux qui ont été

attirés par le discours radical du FIS et qui risquent fort de se trouver prisonniers de leur choix.

Seule la bourgeoisie marchande est quasi certaine d'obtenir un retour à son soutien à l'islamisme : la liberté totale de marché est le seul principe économique répété à maintes reprises par les dirigeants islamistes.

Ainsi en prenant comme point de départ à l'analyse de la situation algérienne la remise en cause du modèle de développement et son principe redistributif au profit d'une bourgeoisie tentant sa reconversion, alors des lectures économiste (comme accélérateur des tensions) mais aussi culturelle (l'idéologie religieuse donnant sens à l'existence) et générationnelle (contestatation d'un système verrouillé) peuvent prendre des significations plus pertinentes. Ils sont les effets et non les causes d'une situation dont les enjeux sont d'abord sociétaux.

Bibliographie

Belguidoum Saïd, 1994, "Citadins en attente de la ville", *Maghreb-Machrek*, n°143, janv. mars, pp 42-55.

Cherrad Salah-Eddine, 1992, "Élections municipales et législatives en Algérie : les scrutins du 12 juin 1990 et du 26 décembre 1991", *Espace rural*, n°29, Laboratoire de géographie rurale de l'Université Paul-Valéry et de l'U.R.A

El Moudjahid, 1990, quotidien, Résultats du 12 juin 1990 par communes et par wilaya, parus du 18 au 27 juin 1990.

Journal Officiel de la République Algérienne, 1992, n° 1, 4 janvier

ONS, 1987, Situation de l'emploi, *collections statistiques* n°21

ONS, 1987, L'armature urbaine, *collections statistiques* n°4